

**Communiqué ICA du 18-12-2019
au sujet du sondage Harris Interactive au 31 octobre 2019 pour le
Figaro et Régions Magazine**

8.64% des interrogés auraient une bonne opinion du président de la région Grand Est

L'analyse des résultats de ce sondage nous amène à apporter les précisions suivantes au sujet de :

- **l'attachement à la région** : 70% des interrogés se disent attachés à leur région, mais ce résultat manque de précision. En effet, **la distinction entre régions fusionnées au 1^{er} janvier 2016 et régions anciennes non fusionnées n'apparaît pas, alors que l'on peut parier que l'attachement est plus fort dans les régions maintenues que dans les régions nouvelles, notamment en Alsace.** (Rappel : dans le sondage BVA-Presses régionale du 30 avril 2019, 80% des interrogés en Alsace n'étaient pas satisfaits du redécoupage et que 81% restaient attachés à leur région Alsace et même 30% prioritairement).

- **de la connaissance du nom du président de la région d'appartenance** : 35% des interrogés connaissent le nom du président de leur région, **mais 16% seulement dans le Grand Est connaissent le nom du président Rottner** contre 69% qui ne le connaissent pas.

- **de l'opinion que l'on a du président de la région d'appartenance**: 35% des interrogés ont une bonne opinion de leur président de région, **mais seulement 28% dans le Grand Est.** Et si 6 % ont une très bonne opinion.

- **de l'opinion que l'on a du président Rottner** : On ne peut se faire une vraie opinion que de quelqu'un que l'on connaît. Sur les 16% des interrogés dans le Grand Est qui connaissent effectivement le nom du président Rottner, 54% en ont une bonne opinion, soit 54% de 16% = **8.64% qui donc ont une bonne opinion du président Rottner.**

- **et de l'augmentation des pouvoirs des régions** : 47% des interrogés estiment qu'il faut augmenter les pouvoirs des régions, dont seulement 41% dans le Grand Est. Là aussi l'opinion propre aux Alsaciens n'apparaît pas. **Mais peut-être doit-on considérer que c'est la partie alsacienne des interrogés qui fait diminuer ce pourcentage par rapport au pourcentage global. On sait en effet que la grande majorité des Alsaciens ne se retrouvent pas dans la fusion** À noter que 62% des interrogés souhaitent un renforcement des pouvoirs des communes et que 45% ne veulent pas d'un renforcement des pouvoirs de l'État. **Le principe de subsidiarité semble investir la pensée politique française et un alignement français sur les démocraties européennes environnantes, où la démocratie locale et régionale est bien installée, semble se dessiner. Enfin !**

Le respect de l'opinion publique alsacienne nécessite de lui apporter ces précisions !

Pierre Klein, président de l'Initiative citoyenne alsacienne (ICA)

www.ica2010.fr

<https://www.facebook.com/Initiative-Citoyenne-Alsacienne-601111629901639/>

ica.2010@orange.fr